

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 30 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cyclamen SAS

RD662
Lieu-dit Bannstein
57230 Éguelshardt

Références : EGUELSHARDT_CYCLAMEN_2024-01-24_RAPVI_JPBK_25989
Code AIOT : 0003014111

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 novembre 2023 dans l'établissement Cyclamen SAS implanté RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Conjointement à l'action collective visant à vérifier l'absence d'activités liées aux DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques), la visite a permis de constater l'avancement des actions mises en place par l'exploitant afin de satisfaire au respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCAT/BEPE/n°196 du 3 octobre 2023 suite aux non-conformités constatées lors de la visite d'inspection du 22 mars 2023, notamment pour des mesures d'effluents à réaliser par l'exploitant avant le 3 décembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cyclamen SAS
- RD662 Lieu-dit Bannstein 57230 Éguelshardt
- Code AIOT : 0003014111
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cyclamen est installé à Eguelshardt depuis 2019. L'installation a été déclarée le 27 septembre 2019 (preuve de dépôt n°A-9-J35BJ7SB7, puis enregistré le 12 janvier 2022 (arrêté d'enregistrement DCAT/BEPE/n°2022-10 du 12 janvier 2022).

Cyclamen est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en raison de son activité de tri de métaux (rubrique 2713) pour une superficie totale de 4 570 m².

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- analyse complète de la rivière Falkensteinbach
- réserve incendie
- réseau de collecte des effluents
- mesure des concentrations des différents polluants des effluents

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse des effluents	Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'état de ses réflexions quant aux réponses qu'il compte apporter aux non-conformités observées lors de la visite du 22 mars 2023. Pour autant, aucune action n'était mise en œuvre.

Considérant que le délai pour la mise en conformité du site imposé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure cité supra n'est pas arrivé à terme à la date de la visite, aucune suite n'est proposée dans l'immédiat.

Pour autant, une visite ultérieure sera nécessaire afin de vérifier le retour à la conformité prescrit par l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : La société Cyclamen est mise en demeure pour l'exploitation de son installation de tri de métaux située sur la RD662 - Lieu-dit Bannstein sur la commune de Éguelshardt : <ul style="list-style-type: none">• d'apporter les rapports d'analyses de la rivière Falkensteinbach, telles qu'elles ont été décrites dans son courrier du 1er avril 2021 complétant le dossier d'enregistrement sous un délai de 3 mois ;• de réaliser la construction d'une réserve incendie conforme au dossier d'enregistrement sous un délai de 3 mois ;• de réaliser la construction d'un réseau de collecte des effluents recouvrant l'ensemble de la voirie du site et équipé d'un dispositif de traitement adéquat avant rejet dans le ruisseau du Falkensteinerbach sous un délai de 3 mois ;• d'effectuer une mesure des concentrations des différents polluants des effluents afin de respecter les prescriptions des articles 9, 14, 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précité sous un délai de 2 mois. <p>Le rapport des mesures de concentrations des différents polluants des effluents et les rapports d'analyse de la rivière Falkensteinbach sera transmis à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
Constats : Lors de la visite du 29 novembre 2023, l'inspection des installations classées constate qu'aucune action n'est mise en œuvre pour répondre aux différents points rappelés supra. Pour autant, l'exploitant présente à l'inspection son partenariat avec le parc naturel régional des Vosges du Nord (PNRVN) représentés lors de la visite. Ils ont conjointement présenté un état de leur réflexion afin de mettre en œuvre les actions les plus pertinentes pour satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables.

<p>L'échéance de la mesure des concentrations des différents polluants des effluents est fixée à la date du 3 décembre 2023, celle des trois autres points à la date du 3 janvier 2024.</p> <p>Considérant que le délai pour la mise en conformité du site imposé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure cité supra n'est pas arrivé à terme, aucune suite n'est proposée dans l'immédiat. Toutefois, une visite ultérieure sera nécessaire afin de vérifier le retour à la conformité prescrit par cet arrêté préfectoral.</p>
<p>Observations :</p> <p>Post-inspection par mail du 22 janvier 2024, l'exploitant transmet à l'inspection un état d'avancement des actions entreprises pour répondre aux prescriptions réglementaires visées dans l'arrêté de mise en demeure du 3 octobre 2023. Ces éléments seront instruits ultérieurement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>